# ANNEXE I — Déclaration d’éligibilité aux subventions du FIDA

*Cette annexe doit être complétée et doit accompagner la lettre de manifestation d’intérêt du soumissionnaire.*

*Renseignez les mentions surlignées en jaune avec les coordonnées de votre organisation, cochez les cases qui vous concernent et* ***signez au bas de la dernière page de cette déclaration.***

 [Nom et titre du représentant autorisé], en tant que représentant légal de [Nom de l'institution candidate à la subvention], déclare ce qui suit (veuillez cocher les cases pour **confirmer**) :

* Aucun membre du personnel[[1]](#footnote-1) impliqué dans le projet proposé, ni membre de la famille immédiate[[2]](#footnote-2) de ce personnel, n'a d'intérêt financier dans le projet proposé[[3]](#footnote-3)
* Aucun membre du personnel impliqué dans le projet proposé, ni membre de la famille immédiate de ce personnel, n'a reçu d'aide d'un employé du FIDA (consultants ou membres du personnel du FIDA) pour préparer la demande de subvention qui pourrait induire un traitement préférentiel réel ou perçu comme tel[[4]](#footnote-4)
* Aucun membre du personnel impliqué dans le projet proposé n'a de membre de sa famille immédiate travaillant pour le FIDA ou au FIDA (en tant que consultants ou membres du personnel du FIDA)[[5]](#footnote-5)
* Aucun membre du personnel impliqué dans le projet proposé, ni [Nom de l'institution candidate à la subvention], n'a jamais fait l'objet d'une enquête, d'une sanction et/ou d'une condamnation[[6]](#footnote-6) pour fraude, corruption, collusion, obstruction, coercition ou tout autre acte répréhensible connexe[[7]](#footnote-7),[[8]](#footnote-8)
* Aucun membre du personnel impliqué dans le projet proposé, ni [Nom de l'institution candidate à la subvention], n'a jamais fait l'objet d'une enquête, d'une sanction et/ou d'une condamnation pour harcèlement sexuel, exploitation et/ou abus sexuels[[9]](#footnote-9)
* Aucun membre du personnel impliqué dans le projet proposé, ni membre de la famille immédiate de ce personnel, ni [Nom de l'institution candidate à la subvention], ne tire un avantage indu[[10]](#footnote-10), directement ou indirectement, d'une association avec le FIDA ou avec une entreprise ou une organisation qui, directement ou indirectement, est en relation d’affaires avec le FIDA[[11]](#footnote-11).
* [Nom de l'institution candidate à la subvention] informera le FIDA de toute modification significative des informations fournies ci-dessus intervenant dans l'exercice de ses fonctions au titre de la convention de subvention.
* Le personnel de [Nom de l'institution candidate à la subvention] impliqué dans le projet proposé est également tenu de fournir au FIDA, à tout moment, toute information ou documentation que le FIDA pourrait exiger afin de contrôler les conflits d'intérêts réels, potentiels ou perçus ou en rapport avec les déclarations faites dans le présent document.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Nom/Titre/Rôle | Organisation | Description des conflits d’intérêts potentiels |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

L’institution candidate à la subvention a :

* lu et accepté la [Politique du FIDA en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel et de l’exploitation et des atteintes sexuelles](https://www.ifad.org/documents/38711624/40738358/SEA_f_web.pdf/87816f56-a28f-4adf-98f7-47af5fb66641) ;
* lu et accepté la [Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations](https://www.ifad.org/documents/38711624/40189366/fraud_f.pdf/6de08a84-5440-4c5a-82f4-84b46b915dc0) ;
* lu et accepté les dispositions du [Manuel du FIDA relatif à l’information financière et à l’audit des projets financés par le Fonds](https://www.ifad.org/documents/38711624/39421009/IFAD%2BGuidelines%2Bon%2BProject%2BAudits%2B%E2%80%93%2Beffective%2BDecember%2B2011_f.pdf/5bdf3069-46a8-49c5-873b-939ead95fc66).

Le candidat à la subvention doit, selon sa situation :

* satisfaire aux obligations légales suivantes[[12]](#footnote-12) :
	+ fournir la preuve de son enregistrement légal dans un État membre du FIDA, au plus tard 90 jours après la date de soumission ;
	+ fournir la preuve du statut juridique et de la capacité de [Nom de l’institution candidate] à conclure la convention de subvention, à accepter la subvention et à réaliser le projet, ainsi que la preuve de l’autorité de la personne qui signera la convention de subvention au nom de l’institution candidate ;
* fournir des états financiers vérifiés pour les deux dernières années, signés et datés sur papier à en-tête de l'auditeur[[13]](#footnote-13) ;
* satisfaire aux exigences suivantes en matière de marchés publics :
	+ partager avec le FIDA la version la plus récente des directives de passation de marchés de [Nom de l’institution candidate]. Si le demandeur n'a pas de procédures propres, il doit utiliser les directives de passation des marchés du FIDA ou d'autres procédures acceptables pour le FIDA ;
	+ préparer et partager avec le FIDA un plan de passation de marchés lorsque des biens et des services d'une valeur supérieure à 200 000 USD doivent être achetés dans le cadre du projet.

[NOM DE L’INSTITUTION CANDIDATE A LA SUBVENTION]

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

[Représentant autorisé]

[Nom, titre et date]

1. Le terme « personnel » comprend les membres du conseil d'administration, le personnel et les consultants du candidat à la subvention. [↑](#footnote-ref-1)
2. L’expression « membre de la famille immédiate » comprend : parents, conjoints/partenaires domestiques et enfants, mère, père, fils, fille, sœur, frère, grand-mère, grand-père, petite-fille, petit-fils, tante, oncle, nièce, neveu, cousin germain, belle-mère (aux deux sens du terme), beau-père (aux deux sens du terme), gendre, belle-fille, beau-fils, belle-fille, beau-frère, belle-sœur, demi-frère et demi-sœur, ainsi que d'autres parents vivant dans le même ménage que la personne travaillant pour le candidat à la subvention. [↑](#footnote-ref-2)
3. Si vous **ne pouvez pas confirmer**, veuillez fournir une explication détaillée par écrit. Par exemple, le nom et le titre/rôle de la personne ayant un intérêt financier et le type d'intérêt financier concerné. Si l'intérêt financier est lié à une fonction exercée au sein d'une organisation, veuillez indiquer le nom de l'organisation, la fonction exercée au sein de l'organisation (par exemple, employé, consultant, membre du conseil d'administration) et les dates auxquelles la fonction a été exercée. Si l'intérêt financier est lié à une participation en capital, veuillez préciser la nature et le montant de la participation détenue, la durée pendant laquelle la participation a été détenue et toute autre information pertinente. [↑](#footnote-ref-3)
4. Si vous **ne pouvez pas confirmer**, veuillez indiquer le nom et le titre/rôle de la personne ayant reçu de l'aide, ainsi que le nom, le poste et la division/département de l'employé du FIDA ayant fourni une assistance. Veuillez également préciser le type/la nature de l'assistance fournie et les dates/occasions auxquelles elle a été fournie. Ce type d'assistance comprend, par exemple, un appui potentiellement indu dans un processus de sélection concurrentielle. [↑](#footnote-ref-4)
5. Si vous **ne pouvez pas confirmer**, veuillez indiquer le nom et le titre/rôle de la personne travaillant pour [candidat à la subvention], ainsi que le nom, le poste et la division/département du membre de la famille travaillant pour le FIDA ou en son sein. Veuillez également préciser la nature de la relation familiale (par exemple, conjoint, partenaire domestique, parent, frère, sœur, nièce, neveu, père, mère, frère, belle-sœur). [↑](#footnote-ref-5)
6. Le terme « sanction » fait référence aux condamnations pénales ainsi qu'aux sanctions civiles et administratives, y compris les sanctions telles que la non-exclusion conditionnelle ou les lettres de réprimande. [↑](#footnote-ref-6)
7. L'expression « acte répréhensible connexe » renvoie aux pratiques obstructives, telles que l'intimidation de témoins ou la falsification de preuves, et d'autres pratiques passibles de sanctions, telles que le vol ou le détournement de fonds, le cas échéant. [↑](#footnote-ref-7)
8. Si vous **ne pouvez pas confirmer**, veuillez fournir une explication détaillée par écrit. [↑](#footnote-ref-8)
9. Si vous **ne pouvez pas confirmer**, veuillez fournir une explication détaillée par écrit. [↑](#footnote-ref-9)
10. Le terme « avantage » doit être compris au sens large et renvoie à l'obtention de tout type d'avantage, financier ou non financier. Les avantages non financiers peuvent inclure l'obtention d'informations potentiellement utiles ou l'orientation de la conception du projet visant à confier la mise en œuvre à une entité spécifique associée au candidat à la subvention et seule en mesure d'assurer cette mise en œuvre. [↑](#footnote-ref-10)
11. Si vous **ne pouvez pas confirmer**, veuillez indiquer le nom et le titre/rôle de la personne bénéficiaire et préciser de quel avantage elle bénéficie. Si la personne bénéficie d'une association avec une entreprise ou une organisation qui entretient des relations commerciales avec le FIDA, veuillez indiquer le nom de l'entreprise ou de l'organisation et préciser le type de relation de l'entreprise ou de l'organisation avec le FIDA. [↑](#footnote-ref-11)
12. Les agences des Nations Unies, les BMD et les institutions du GCRAI sont exemptées de cette obligation. [↑](#footnote-ref-12)
13. Les agences des Nations Unies, les BMD et les institutions du GCRAI sont exemptées de cette obligation. [↑](#footnote-ref-13)